

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES
(CCTP)**

(CCTP N° DDTM76-MLHI-2025)

Pouvoir adjudicateur

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime par délégation de signature de Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime

Objet du marché

Réalisation de diagnostics de risques d'exposition par le plomb des peintures et de contrôles après travaux

Remise des offres

Date limite de réception : 2 juin 2025 à 16h00 (heure locale de l'adresse du RPA)

Le présent CCTP comporte 0 annexe.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. Objet du marché.....	3
2. Titulaire du marché.....	4
3. Contenu de la mission.....	4
3.1. Le diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP).....	4
3.2. Le contrôle après travaux (CAT).....	8
3.3. Modalités de rendu par le titulaire.....	9

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans la suite du présent document le terme de "marché" désigne un "accord-cadre à bons de commande".

Il est rappelé que le terme de "marché public" désigne un marché ou un accord-cadre conformément au code de la commande publique.

1. Objet du marché

Dans le cadre de la procédure de lutte contre le saturnisme initiée par la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de la santé publique, les Directions Départementales des Territoires et de la Mer (DDTM) de l'Eure et de la Seine-Maritime ont souhaité s'associer, via une convention de groupement de commande, afin de disposer d'un même prestataire pour réaliser les diagnostics de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP) et de contrôles après travaux (CAT) sur leur territoire.

Le présent cahier des charges a pour objet de définir les missions de DRIPP et de CAT à réaliser sur des immeubles ou locaux à usage d'habitation, signalés par l'ARS, présentant des surfaces dégradées contenant potentiellement du plomb et occupés par des familles avec des enfants mineurs ou une femme enceinte.

Le diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures consiste à rechercher des revêtements dégradés contenant du plomb susceptibles de constituer un risque d'exposition dans des lieux fréquentés régulièrement par des mineurs ou une femme enceinte. Le diagnostic porte sur les revêtements intérieurs (notamment peintures et faïencerie) et extérieurs au logement (notamment volet, portail, grille et balcon).

Le contrôle après travaux est établi suite à l'inspection de l'ensemble des locaux dans lesquels des travaux ont été prescrits par le DRIPP, et comprend notamment la vérification de la réalisation des travaux et les mesures de concentration en plomb dans les poussières présentes sur le sol.

Les lieux d'exécution des prestations concernent l'ensemble des communes des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure.

Le démarrage des prestations intellectuelles du titulaire est déclenché par bon de commande, émis suivant les cas par l'un ou l'autre membre du groupement de commande, sur la base des prix proposés par le titulaire et éventuellement négociés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du marché ;
- Le numéro de bon de commande ;
- La date du bon de commande ;
- Le responsable du marché ;
- Le service émetteur de la commande (DDTM 76 ou DDTM 27) ;
- La désignation et la catégorie des prestations ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant par catégorie de prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution des prestations, adresse ;
- Les contacts à prendre pour effectuer la visite sur place (coordonnées de l'occupant et du propriétaire le cas échéant) ;
- Le délai d'exécution ;
- En annexe, la formalisation de la commande de l'ARS.

2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent CCTP sous le nom de « titulaire », sont précisées dans l'acte d'engagement.

3. Contenu de la mission

La présente consultation porte sur des prestations intellectuelles ayant pour objet les missions de diagnostics de risque d'intoxication par le plomb des peintures, de préconisation de travaux ainsi que du contrôle des locaux après travaux, dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme, prévues par la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de la santé publique.

3.1. Le diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP)

Le diagnostic sera mené conformément à l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris en application de l'article L.1334-1 et R.1334-4 et R.1334-5 du Code de la santé publique et comprend notamment :

- la localisation des parties de l'immeuble habitées ou fréquentées régulièrement par le(s) mineur(s) ou la femme enceinte dont la situation a justifié le diagnostic ;
- l'observation de l'état de toutes les parties de l'immeuble habitées ou fréquentées régulièrement par les personnes précitées ;
- la réalisation de mesures de la concentration en plomb de tous les revêtements présentant des dégradations ;
- l'établissement d'un rapport à l'issue du diagnostic.

Le diagnostic se déroulera en plusieurs étapes incluses dans le coût de la mission :

- Prise de contact avec le propriétaire (ou son représentant) et l'occupant pour l'organisation de la visite du diagnostic ;
- Inspection complète des lieux habités ou fréquentés par des enfants (mineurs) ou une femme enceinte qu'il s'agisse des logements ou des parties communes. Elle devra permettre de mettre en évidence dans les locaux visités tous les éléments unitaires dégradés contenant du plomb ;
- À l'issue de la visite, transmission du rapport dans le délai indiqué dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

En cas de difficultés pour la prise de contact avec le propriétaire ou l'occupant ou pour l'organisation de la visite, le prestataire en avisera au plus tôt le service à l'origine de la commande (DDTM76 ou DDTM27) et pourra proposer des solutions au regard de son expérience.

Le protocole de réalisation d'un diagnostic du risque d'intoxication par le plomb respectera les phases suivantes, rappelées en annexe de l'arrêté du 19 août 2011 :

1. Calibrage de l'appareil à fluorescence X

Avant chaque inspection, l'auteur du diagnostic procède si nécessaire au calibrage de son appareil selon les modalités fournies par le fabricant de l'appareil. Il devra disposer d'une attestation du fabricant indiquant la durée de vie maximale de la source radioactive.

2. Localisation, observation de l'état de l'immeuble, identification des locaux et des zones

L'auteur du diagnostic procède à une inspection complète des locaux habités ou fréquentés régulièrement par les mineurs ou la femme enceinte dont la situation a justifié le diagnostic.

Si l'auteur du diagnostic repère des locaux non prévus initialement mais susceptibles de contribuer à l'exposition au plomb par des peintures dégradées, il réalise le diagnostic dans ces locaux et il les identifie dans son rapport.

Il réalise un croquis lisible de l'ensemble des locaux objets de la mission, visités ou non, et reporte sur le croquis la désignation de chaque local.

Par local, on entend toute pièce (salle de séjour, toilettes, etc.) et, par extension, couloir, hall d'entrée, palier, partie de cage d'escalier située entre deux paliers, appentis, placard, etc. Le local est désigné selon une appellation non équivoque et non susceptible d'évoluer dans le temps. Le nom d'usage peut s'avérer insuffisant.

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones. Ces zones peuvent correspondre aux différentes faces du local.

3. Identification des unités de diagnostic dégradées et description de la dégradation

L'auteur établit une liste des unités de diagnostic présentant des dégradations qu'il repère et les localise de façon non ambiguë sur le croquis mentionné au paragraphe précédent ou sur des croquis plus précis. Lorsque plusieurs unités de diagnostic de même type (porte, fenêtre...) sont présentes dans une même zone ou un même local, chacune d'elles est clairement identifiée et repérée sur le croquis.

Chaque unité de diagnostic présentant des dégradations est repérée par son nom complet et fait l'objet de mesures de la concentration en plomb

Constituent des unités de diagnostic distinctes :

- les différents murs d'une même pièce ;
- des éléments de construction de substrat différent (tels qu'un pan de bois et le reste de la paroi murale à laquelle il appartient...) ;
- les côtés extérieur et intérieur d'une porte ou d'une fenêtre ;
- des éléments situés dans des locaux différents, même contigus (tels que les deux faces d'une porte) ;
- une allège ou une embrasure et la paroi murale à laquelle elle appartient.

Si des habitudes locales de construction ou de mise en peinture sont connues, l'auteur du diagnostic en tient compte pour une définition plus précise des unités de diagnostic.

Peuvent constituer une seule et même unité de diagnostic :

- une porte et son huisserie dans un même local ;
- une fenêtre et son huisserie dans un même local ;
- l'ensemble des plinthes d'un même local.

Une cage d'escalier est découpée en plusieurs locaux. Sont considérés comme locaux distincts :

- chaque palier ;
- chaque partie de cage d'escalier située entre deux paliers.

En vue d'assurer la cohérence de ce découpage, le hall d'entrée pourra être assimilé au palier du rez-de-chaussée.

Dans un même « local » (partie de cage d'escalier), sont aussi considérés comme unités de diagnostic distinctes :

- l'ensemble des marches ;
- l'ensemble des contremarches ;
- l'ensemble des balustres ;
- le limon ;
- la crémaillère ;
- la main courante ;
- le plafond.

4. Description de la dégradation des unités de diagnostic

Pour chaque unité de diagnostic, l'auteur du diagnostic décrit le type de dégradation (écaillage, cloquage, faïençage, craquage, peintures pulvérulentes, usure par friction, traces de chocs, fissuration, grattages...), en précise la localisation, évalue la surface de la dégradation, relève la nature du substrat (bois, plâtre, métal...) et note, si possible, l'origine de la dégradation.

5. Mesures de la concentration en plomb des revêtements présentant des dégradations

6. Les appareils à fluorescence X sont utilisés selon la méthodologie préconisée par leurs fabricants et dans les limites de leur précision

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement présentant des dégradations, l'auteur du diagnostic réalise :

- une seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- deux mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration

- supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- trois mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil.

Lorsque la différence entre la valeur mesurée et le seuil de 1 mg/cm² est inférieure à la valeur de la précision de l'appareil, la mesure est classée comme « non concluante ».

La mesure est renouvelée sur un autre point de l'unité de diagnostic analysée.

Les mesures sont effectuées sur la partie saine de l'unité de diagnostic, à proximité immédiate de la dégradation et non à l'endroit de la dégradation où la peinture au plomb, recouvrant au départ l'élément unitaire de façon uniforme, a pu disparaître.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux-négatifs. La valeur retenue pour une unité de diagnostic donnée est la valeur mesurée la plus élevée, sous réserve d'écarter les valeurs aberrantes.

L'auteur du diagnostic peut également pratiquer, si besoin, un prélèvement pour analyse chimique. Dans ce cas, il intervient dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures, qui visent notamment à éviter toute dissémination de poussières.

7. Le titulaire du marché établit un rapport de diagnostic comportant :

Les éléments de contexte suivants :

- la liste complète des documents constituant le rapport, annexes comprises, et le nombre total de pages ;
- l'identification du commanditaire de la mission ;
- l'identification et les coordonnées du ou des propriétaire(s) ou de l'exploitant du local d'hébergement et du syndic, s'il existe ;
- la liste des occupants de l'immeuble ;
- l'identification et les coordonnées de l'organisme chargé de la mission ;
- l'identification de la personne ayant réalisé le diagnostic et sa signature ;
- les références du contrat d'assurance de l'auteur du diagnostic ;
- la date de la visite et la date du rapport ;
- l'adresse, la localisation de l'immeuble et son âge, la localisation précise des logements visités ;
- la liste des lieux habités ou fréquentés régulièrement par des mineurs ou femmes enceintes dans l'immeuble objet de la mission ;
- le modèle d'appareil à fluorescence X avec analyse de la raie K du spectre de fluorescence utilisé et son numéro de série, ainsi que, pour les appareils équipés d'une source radioactive, date de chargement de la source dans l'appareil, la nature du radionucléide et son activité à la date de chargement de la source.

Les éléments de diagnostic suivants :

- la méthodologie de la visite et le principe de présentation des résultats ;
- la référence de la méthode d'analyse ainsi que le nom du laboratoire si des analyses

- chimiques ont été réalisées ;
- la liste détaillée des locaux visités et qui n'ont pu être visités, avec l'explication de cette impossibilité ;
- la liste de tous les points de mesure classés par local et comportant l'identification de l'unité de diagnostic concernée ;
- l'ensemble des mesures est récapitulé dans un tableau listant la totalité des unités de diagnostic du bâtiment
 - l'identifiant unique de l'unité de diagnostics ;
 - la localisation non ambiguë de l'unité de diagnostic concernée ;
 - la nature du substrat ;
 - la nature du revêtement ;
 - la localisation de la dégradation de l'unité de diagnostic ;
 - la nature de la dégradation de l'unité de diagnostic ;
 - l'origine de la dégradation lorsque celle-ci est connue ;
 - l'étendue de la dégradation relativement à la surface totale de l'unité de diagnostic ;
 - le résultat de la mesure ;
 - la préconisation de travaux pour supprimer le risque d'exposition au plomb ;
 - le signalement en rouge des résultats pour lesquels le seuil mentionné à l'article 6 de l'arrêté du 19 août 2011.
- la description de l'état de conservation pour tous les éléments unitaires du bâtiment ;
- un schéma des lieux (pas nécessairement coté) réalisé sous format informatique, avec localisation des mesures effectuées.

L'avis sur la nature des travaux à réaliser comportera :

- Pour chaque élément unitaire de parties communes ou de logements pour lequel le diagnostic est positif, l'opérateur formulera des préconisations sur la nature des travaux à envisager. Ces travaux ne doivent pas entraîner de dissémination nuisible de poussières de plomb.
- Un avis sur la nécessité d'héberger les occupants pendant les travaux.

Cette mission sera menée conformément aux articles L.1334-3, R.1334-8 du Code de la santé publique et aux arrêtés du 25 avril 2006 et 12 mai 2009 relatifs au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 dudit code.

3.2. Le contrôle après travaux (CAT)

L'inspection porte sur l'ensemble des locaux dans lesquels des travaux ont été prescrits dans le diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP). Le contrôle après travaux doit être réalisé conformément à l'arrêté du 12 mai 2009 pris en application des articles L.1334-2 et R.1334-8 du Code de la santé publique.

Cette mission comprend notamment :

- La prise de contact avec le propriétaire des locaux visés (ou son représentant), ou avec l'occupant (signalement ARS) pour convenir du rendez-vous de contrôle ;
- Une information du syndic, du propriétaire et de la famille ;
- Une inspection visuelle des lieux permettant de vérifier la réalisation des travaux prescrits, notamment que les surfaces dégradées renfermant du plomb ont été traitées et que ce plomb n'est plus accessible. L'absence de débris ou poussières de peintures visibles est également vérifiée ;
- Le prélèvement et l'analyse d'échantillons de poussières (norme AFNOR NF-X46-032 « diagnostic plomb – méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol »)

permettant de mesurer le niveau de contamination résiduelle en plomb de chacun des locaux ayant fait l'objet de travaux sont réalisés. Un échantillon de poussière est prélevé dans chaque local traité ;

- La rédaction d'un rapport de visite.

Le rapport contient :

- le rappel des travaux à réaliser mentionnés dans le DRIPP ;
- la vérification des travaux prescrits concourant au traitement des surfaces dégradées renfermant du plomb, et la non accessibilité du plomb ;
- la vérification de l'absence de débris et de poussières de peinture visibles ;
- des mesures de concentration en plomb dans les poussières présentes sur le sol dans chacun des locaux ayant fait l'objet de travaux.

Dans le cas où l'analyse d'un échantillon de poussières se révélerait supérieure au seuil de 1 000 µg/m², le préfet notifiera au propriétaire l'obligation de procéder à un nettoyage minutieux des locaux. Après celui-ci, une nouvelle visite de contrôle sera commandée pour effectuer de nouveaux prélèvements. Cette visite supplémentaire fera l'objet d'un prix distinct de la visite de contrôle proprement dite.

N.B. : dans tous les cas, l'analyse physico-chimique d'un échantillon de poussière fait l'objet d'un prix unitaire spécifique distinct de la mission de visite qui comprend le prélèvement de cet échantillon, conformément au bordereau de prix de l'acte d'engagement.

3.3. Modalités de rendu par le titulaire

Comme indiqué au 8-1.1 du CCAP, l'ensemble des éléments demandés au titulaire seront réunis dans un rapport, transmis au format .pdf dans le délai précisé dans le bon de commande, au service émetteur de la commande aux coordonnées indiquées ci-après :

ddtm-sch-mlhi@seine-maritime.gouv.fr pour la DDTM 76

ddtm-lhi@eure.gouv.fr pour la DDTM 27